

Crises du Moyen-Orient : le temps du marchandage

Scarlett HADDAD

27 août
2015



Le train est sur les rails, mais n'a pas encore quitté la gare. Pour la première fois depuis le début de la crise syrienne et les multiples turbulences qui ont secoué la région, on commence à apercevoir le bout du tunnel.

C'est du moins ce que déclare un diplomate arabe en poste à Beyrouth, qui estime que la période actuelle se résume à la préparation des cartes en vue des solutions à venir. Selon ce diplomate, contrairement à ce qu'avaient annoncé les dirigeants iraniens, qui affirmaient vouloir débattre d'un dossier après l'autre avec la communauté internationale et les pays régionaux, les dossiers chauds sont en train de s'imposer aux différents protagonistes plus tôt que prévu. Ces dossiers sont essentiellement l'Irak, la Syrie, le Yémen et dans une moindre mesure le Liban.

Officiellement, le ballet diplomatique actuel vise à effectuer une large campagne d'explication de l'accord sur le dossier nucléaire iranien conclu à Vienne, mais, en réalité, ce sont les dossiers brûlants qui commencent à être évoqués, même à mots couverts. Les contours des enjeux sont en train de se préciser. Au sujet du dossier irakien, les divergences sont en train de se réduire et la guerre contre Daech fait quasiment l'unanimité, même si elle reste dure et longue en raison de l'implantation de cette organisation dans de vastes étendues irakiennes. Au Yémen, la situation est plus complexe : au bout de cinq mois de bombardements intensifs et d'une guerre sans merci menée par la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite, il est clair que ce pays est considéré comme un enjeu vital pour le royaume wahhabite. Les dirigeants du royaume, et en particulier le vice-héritier du trône, l'émir Mohammad ben Salmane, sont prêts à tout pour continuer à imposer leur loi au Yémen qu'ils considèrent comme leur chasse gardée. C'est dans ce contexte que le diplomate arabe précité place la rencontre incroyable qui a eu lieu à la fin de juillet entre l'émir Mohammad ben Salmane et le chef de la sécurité nationale syrienne le général Ali Mamlouk, qui, selon certaines informations non encore confirmées, aurait été suivie d'autres rencontres entre les deux parties. Ce qui est sûr, c'est que l'entretien entre l'émir saoudien et le général syrien marque une nouvelle étape dans le cours des crises régionales. Même si le fossé entre les deux parties est énorme, si la rencontre devait se confirmer, elle serait en elle-même un pas important et montre, selon le diplomate arabe précité, une possibilité saoudienne de jeter du lest en Syrie moyennant la reconnaissance de son « droit de regard absolu » sur le Yémen. Le problème qui se pose toutefois est le suivant : la Syrie n'a pas vraiment de l'influence au Yémen et l'Arabie saoudite n'est pas le seul acteur de la crise syrienne. Ce qui veut dire que si, pour la première fois en quatre ans, les différents protagonistes commencent réellement à parler du fond du problème, le chemin est encore long pour arriver aux solutions. « Mais, au moins, explique le diplomate arabe en poste à Beyrouth, le train est sur les rails, mais il n'a pas encore quitté la gare... »

Le Yémen aurait pu donc rester un pays oublié, mais en raison de l'enjeu vital qu'il représente pour les dirigeants saoudiens, il a soudain pris une importance capitale. Les derniers développements dans la ville de Aden au sud

du pays compliquent encore plus la situation, puisque ce sont les soldats de l'armée des Émirats arabes unis (environ 17 000 hommes) qui ont enregistré une avancée contre l'armée officielle et Ansarallah, parvenant à contrôler la plus grande partie de la ville. Or, les Émirats ont leurs propres considérations et leur propre cheval de bataille au Yémen, qui n'est pas forcément celui des Saoudiens. Ils n'auraient rien contre le fait de remplacer le président actuel démissionnaire Abd Rabbo Mansour Hadi, qui est l'homme des Saoudiens, par le fils de Ali Abdallah Saleh (l'ancien président), lequel est aussi l'ambassadeur de son pays à Abou Dhabi. Pour cette raison, et pour d'autres, l'Arabie a besoin d'une victoire éclatante au Yémen qui lui permettrait par la suite de s'asseoir à la table des négociations régionales en position de force. C'est pourquoi, toujours selon le diplomate arabe précité, l'option d'une offensive terrestre par le nord est une option envisagée, après l'affaiblissement total des combattants d'Ansarallah et de leurs alliés, au moyen de raids aériens intensifs. En se concentrant de cette façon sur le Yémen, les Saoudiens réduisent ainsi leur implication sur la scène syrienne.

C'est donc par ce biais que ceux qui souhaitent faire bouger le dossier syrien cherchent à faire de nouvelles propositions. Il s'agit notamment de la Russie qui s'implique de plus en plus dans la région, mais aussi du sultana d'Oman puisque Mascate est en train de devenir un des lieux privilégiés pour des négociations discrètes. Mais dès qu'on parle du dossier syrien, on ne peut pas oublier le facteur turc qui y a aussi son mot à dire et qui cherche par tous les moyens à, d'une part, écarter la menace que représente pour l'intérieur turc la présence des réfugiés syriens sur son territoire, et, d'autre part, à éradiquer la menace de la création d'un État kurde, tout en continuant à exiger la chute du régime syrien... Reste le dossier libanais qui, selon les uns, est le plus facile à régler, et, selon d'autres, reste lié aux développements en Syrie. Pour le diplomate arabe, le futur président libanais devra être « un point de rencontre entre l'Iran et l'Arabie ». Ce ne serait donc pas encore pour demain...

OLJ

10/08/15

»» <http://www.afrique-asie.fr/menu/moyen-orient/9450-crisis-du-moyen-orie...>